

EurActiv.fr
11 février 2016

Edgar Morin : « Le temps est venu de changer de civilisation »

By Denis Lafay | La Tribune

<http://www.euractiv.fr/section/politique/interview/edgar-morin-le-temps-est-venu-de-changer-de-civilisation/>



Le sociologue et philosophe Edgar Morin ausculte, du haut de ses 94 ans, l'état du monde et celui de la France. (Crédits : Hamilton/Rea)

Edgar Morin ausculte, du haut de ses 94 ans, l'état du monde et celui de la France. Économie, Front national, islam, fanatisme, immigration, mondialisation, Europe, démocratie, environnement : ces enjeux trouvent leur issue dans l'acceptation du principe, aujourd'hui rejeté, de « complexité ».

*Une interview réalisée par notre partenaire La Tribune.
Edgar Morin est un sociologue et philosophe français.*

Attentats à Paris, état d'urgence, rayonnement du Front national, vague massive de migration, situation économique et sociale déliquescence symbolisée par un taux de chômage inédit (10,2 % de la population) : la France traverse une époque particulièrement inquiétante. La juxtaposition de ces événements révèle des racines et des manifestations communes. Qu'apprend-elle sur l'état de la société ?

Cette situation résulte d'une conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs, à l'image de ceux, tour à tour favorables et hostiles, qui circonscrivent l'état de la France, bien sûr inséparable de celui de la mondialisation. Car c'est l'humanité même qui traverse une « crise planétaire ». Et la France subit une crise multiforme de civilisation, de société, d'économie qui a pour manifestation première un dépérissement lui aussi pluriel : social, industriel, géographique, des territoires, et humain.

La planète est soumise à des processus antagoniques de désintégration et d'intégration. En effet, toute l'espèce humaine est réunie sous une « communauté de destin », puisqu'elle partage les mêmes périls écologiques ou économiques, les mêmes dangers provoqués par le fanatisme religieux ou l'arme nucléaire. Cette réalité devrait générer une prise de conscience collective et donc souder, solidariser, hybrider. Or l'inverse domine : on se recroqueville, on se dissocie, le morcellement s'impose au décroissement, on s'abrite derrière une identité spécifique – nationale et/ou religieuse. La peur de l'étranger s'impose à l'accueil de l'étranger, l'étranger considéré ici dans ses acceptions les plus larges : il porte le visage de l'immigré, du Rom, du Maghrébin, du musulman, du réfugié irakien, mais aussi englobe tout ce qui donne l'impression, fondée ou fantasmée, de porter atteinte à l'indépendance et à la souveraineté économiques, culturelles ou civilisationnelles. Voilà ce qui « fait » crise planétaire, et même angoisse planétaire puisque cette crise est assortie d'une absence d'espérance dans le futur.

Au début des années 1980, le monde occidental se croyait solidement debout dans la prolongation des mythiques « Trente Glorieuses » et solidement convaincu de bâtir une société ascendante ; de leur côté, l'Union soviétique et la Chine annonçaient un horizon radieux. Bref, chacun ou presque

pouvait avoir foi dans l'avenir. Cette foi a volé en éclats, y compris dans les pays dits du « tiers monde », et a laissé place à l'incertitude, à la peur, et à la désespérance.

Comment qualifiez-vous ce moment de l'histoire, dans l'histoire que vous avez traversée ?

Cette absence d'espérance et de perspective, cette difficulté de nourrir foi dans l'avenir, sont récentes. Même durant la Seconde Guerre mondiale, sous l'occupation et sous le joug de la terreur nazie, nous demeurions portés par une immense espérance. Nous tous – et pas seulement les communistes dans le prisme d'une « merveilleuse » Union soviétique appelée à unir le peuple – étions persuadés qu'un monde nouveau, qu'une société meilleure allait émerger. L'horreur était le quotidien, mais l'espoir dominait imperturbablement ; et cette situation a priori paradoxale caractérisait auparavant chaque époque tragique. Soixante-dix ans plus tard, l'avenir est devenu incertain, angoissant.

Horreur – espoir, paix – repli : ce qui, dans l'histoire contemporaine, distingue les ferments de ces deux situations, c'est l'irruption du fait religieux, et particulièrement d'un islamisme qui ébranle bien au-delà des frontières des pays musulmans...

Les reflux nationaux-religieux ont pour premier point de cristallisation la révolution iranienne de 1979, et l'instauration, inédite, d'une autorité politique religieuse et radicale. Elle intervient après plusieurs décennies de profonds bouleversements dans le monde musulman : à la colonisation ottomane pendant des siècles succède la colonisation occidentale à laquelle succède une décolonisation souvent violente à laquelle succède l'instauration de dictatures à laquelle succède le souffle d'espérance du Printemps arabe auquel succède l'irruption de forces contraires et souvent donc la désillusion, auxquelles à ce jour ont succédé le chaos géopolitique et la propagation de l'idéologie barbare de Daech...

Tout retour à la religion n'est bien sûr pas synonyme de fracas, et souvent se fait de manière pacifiée. Mais on ne peut pas omettre la réalité des autres formes, agressives et violentes, qui ont germé dans le bouillon de culture afghan et ont prospéré dans un terreau où toutes les parties prenantes ont leur part de responsabilité ; la seconde guerre en Irak, l'intervention en Libye, l'inaction en Syrie, le borbier israélo-palestinien, mais aussi, sous le diktat américain, la propagation d'une vision manichéenne du monde opposant empires du bien et du mal, ont participé à la fracturation du monde musulman et à la radicalisation de certaines de ses franges. Le comportement des grandes nations du monde a contribué activement à « l'émergence » d'Al Qaeda hier et de l'État islamique aujourd'hui, à faire de la Syrie un terrain de guerres, d'alliances de circonstances, de coalitions invraisemblables, d'intérêts contraires, d'exactions, et de prolifération islamiste inextricable. Ce brasier dissémine ses flammèches bien au-delà de ses frontières, et ses répercussions ne se limitent pas à la rupture diplomatique entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ou à la flambée du schisme entre chiites et sunnites.

Cette absence d'espérance individuelle et collective dans l'avenir a-t-elle pour germe, dans le monde occidental, l'endoctrinement marchand, capitaliste, consumériste et ultra technologique ?

Deux types de barbarie coexistent et parfois se combattent. Le premier est cette barbarie de masse aujourd'hui de Daech, hier du nazisme, du stalinisme ou du maoïsme. Cette barbarie, récurrente dans l'histoire, renaît à chaque conflit, et chaque conflit la fait renaître. On s'en offusque en 2016 en découvrant les images ou les témoignages dans l'État islamique, mais les millions de morts des camps nazis, des goulags soviétiques, de la révolution culturelle chinoise comme du génocide perpétré par les Khmers rouges rappellent, s'il en était besoin, que l'abomination barbare n'est pas propre au XXI^e siècle, ni à l'Islam ! Ce qui distingue la première des quatre autres qui l'ont précédée dans l'histoire, c'est simplement la racine du fanatisme religieux.

Le second type de barbarie, de plus en plus hégémonique dans la civilisation contemporaine, est celui du calcul et du chiffre. Non seulement tout est calcul et chiffre (profit, bénéfices, PIB, croissance, chômage, sondages...), non seulement même les volets humains de la société sont calcul et chiffre, mais désormais tout ce qui est économie est circonscrit au calcul et au chiffre. Au point que tous les maux de la société semblent avoir pour origine l'économique, comme c'est la conviction du ministre de l'Économie Emmanuel Macron. Cette vision unilatérale et réductrice favorise la tyrannie du profit, de la spéculation internationale, de la concurrence sauvage. Au nom de la compétitivité, tous les coups sont permis et même encouragés ou exigés, jusqu'à instaurer des organisations du travail déshumanisantes comme en atteste le phénomène exponentiel de burn-out. Déshumanisantes, mais aussi contre efficaces à l'heure où la rentabilité des entreprises est davantage conditionnée à la qualité de l'immatériel (coopération, prise d'initiatives, sens de la responsabilité, créativité, hybridation

des services et des métiers, intégration, management, etc.) qu'à la quantité du matériel (ratios financiers, fonds propres, cours de bourse, etc.). Ainsi la compétitivité est sa propre ennemie. Cette situation est liée au refus d'aborder les réalités du monde, de la société, et de l'individu dans leur complexité.

Une grande part de votre travail de sociologue et de philosophe a justement porté sur l'exploration de la complexité, sur l'imbrication des différents domaines de la pensée complexe mise en lumière dans votre « œuvre » référence, La Méthode. Le terme de complexité est considéré dans son assertion « complexus », qui signifie « ce qui est tissé ensemble » dans un entrelacement transdisciplinaire. À quels ressorts attribuez-vous ce rejet, contemporain, de ce qui est et fait complexité ?

La connaissance est aveugle quand elle est réduite à sa seule dimension quantitative, et quand l'économie comme l'entreprise sont envisagées dans une appréhension compartimentée. Or les cloisonnements imperméables les uns aux autres se sont imposés. La logique dominante étant utilitariste et court-termiste, on ne se ressource plus dans l'exploration de domaines, d'activités, de spécialités, de manières de penser autres que les siens, parce qu'à priori ils ne servent pas directement et immédiatement l'accomplissement de nos tâches alors qu'ils pourraient l'enrichir.

La culture n'est pas un luxe, elle nous permet de contextualiser au-delà du sillon qui devient ornière. L'obligation d'être ultraperformant techniquement dans sa discipline a pour effet le repli sur cette discipline, la paupérisation des connaissances, et une inculture grandissante. On croit que la seule connaissance « valable » est celle de sa discipline, on pense que la notion de complexité, synonyme d'interactions et de rétroactions, n'est que bavardage. Faut-il s'étonner alors de la situation humaine et civilisationnelle de la planète ? Refuser les lucidités de la complexité, c'est s'exposer à la cécité face à la réalité. Ce qui précéda et favorisa la Seconde Guerre mondiale n'était-il pas une succession d'aveuglements somnambuliques ? Et au nom de quoi faudrait-il penser qu'en 2016 les décideurs politiques sont pourvus de pouvoirs extralucides et protégés de ces mêmes aveuglements ?

La barbarie prospère quand la mémoire de la barbarie s'efface. Or en occident, l'empreinte de l'indicible le plus indicible : la Shoah, qui dans les consciences constitua une digue, même poreuse, à la reproduction de la barbarie, s'estompe au fur et à mesure que les témoins disparaissent. Redoutez-vous les conséquences de cette évaporation « physique » de l'histoire ? L'Homme est-il victime d'une confiance disproportionnée en son humanité et en l'humanité collective à ne pas reproduire demain l'abomination d'hier ?

L'extermination des juifs dans les camps de concentration nazis n'a pas empêché une partie du monde juif en Israël de coloniser et de domestiquer la population palestinienne. Que leurs ascendants voire eux-mêmes aient subi les plus épouvantables atrocités pendant la Seconde Guerre mondiale a-t-il immunisé les agents du Mossad ou les officiers de l'armée israélienne à commander ou à perpétrer des atrocités ? Non. Qu'on fait les communistes lorsqu'ils ont occupé l'Allemagne de l'Est et libéré le camp de Buchenwald, dans lequel dès 1933 avaient été incarcérés et anéantis notamment des... communistes ? Ils y ont parqué les supposés ou avérés anti-communistes ! Et dès le 8 mai 1945, les Français, eux-mêmes victimes de la barbarie nazie, n'ont-ils pas conduit le massacre de Sétif, Guelma et Kherrata, au cours duquel plusieurs milliers d'anticolonialistes et d'indépendantistes algériens furent exterminés ? Pourtant ces victimes avaient pour revendication strictement la même que celle des Français à l'égard du pouvoir allemand : liberté, paix et émancipation. « Dans l'opprimé d'hier il y a l'opresseur de demain », considérait fort justement Victor Hugo.

La mémoire est, en réalité, toujours à sens unique et ne constitue nullement un rempart à la reproduction du mal. Le seul véritable antidote à la tentation barbare, qu'elle soit individuelle et collective, a pour nom humanisme. Ce principe fondamental doit être enraciné en soi, chevillé au fond de soi, car grâce à lui on reconnaît la qualité humaine chez autrui quel qu'il soit, on reconnaît tout autre comme être humain. Sans cette reconnaissance d'autrui chère à Hegel, sans ce sens de l'autre que Montaigne a si bien exprimé en affirmant « voir en tout homme un compatriote », nous sommes tous de potentiels barbares.

La France est en état d'urgence. Ce qui instille de lourdes interrogations sur l'articulation des libertés individuelles avec la nécessité de combattre le péril terroriste. Erri de Luca considère que « déléguer la sécurité à l'État, c'est réduire ses propres responsabilités ». Et le romancier italien d'inviter chacun à « s'emparer de la problématique, et pour cela d'être responsable de ce qui se passe à côté de lui. Lançons l'alerte au niveau zéro de la société, dans un

mouvement populaire et de fraternité. » L'enjeu de la sécurité peut-il constituer une opportunité de démocratie et même de fraternité ?

Pour l'heure, absolument rien ne permet de croire en son exaucement. Les expériences passées apprennent beaucoup. Y compris lorsqu'elles ont pour théâtre d'autres pays. À ce titre, les lois « Prevent » déployées en Grande-Bretagne après les terribles attentats de 2005 à Londres ont-elles porté leurs fruits ? Elles poursuivaient un double dessein : d'une part, favoriser l'intégration des musulmans, nombreux sur le territoire, en leur affectant notamment des lieux cultuels et culturels, d'autre part mieux repérer les extrémistes potentiellement promus à se radicaliser dans la peau de terroristes. C'est-à-dire qu'il s'agissait d'identifier plus facilement de possibles ennemis au sein d'une communauté qu'on cherchait à mieux intégrer... Cette stratégie schizophrénique était vouée à l'échec. Résultat, non seulement la sécurité n'y a pas gagné, mais en plus, le sentiment d'intégration des musulmans s'est détourné de sa cible originelle : la nation britannique, pour embrasser celle de l'islam.

L'histoire contemporaine des factions armées et terroristes – IRA en Grande-Bretagne, ETA en Espagne, Brigades rouges en Italie – qui ont perpétré des atrocités dans les démocraties, montre que la répression policière et les dispositifs législatifs contraignant les libertés ont leurs limites. Rien ne peut faire pare-feu infranchissable. À ce titre, penser que les actuelles mesures d'urgence en France accroissent la sécurité est un leurre ; elles diffusent au sein de la population un « sentiment psychologique » de sécurité, mais cette perception n'est pas synonyme de sécurité véritable. Et de plus, si elles tombent en de « mauvaises » mains, ces mesures peuvent être détournées de leur vocation, autoriser le pire arbitraire et se retourner drastiquement contre l'intérêt même de la nation. Les imagine-t-on dans le cadre d'une victoire du FN au scrutin présidentiel ?

Tout comme l'humanisme forme la plus efficace des murailles contre la barbarie, cultiver fraternité et unité au sein de la population certes ne permet pas de repérer les terroristes, mais tonifie le principe d'identité partagée, consolide la vitalité démocratique, et donc peut participer à dissuader les radicaux de franchir le pas vers le terrorisme.

L'intégration de « l'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés en France » au projet de loi constitutionnelle forme une importante fracture dans le substrat idéologique de la gauche française, et cristallise une opportunité supplémentaire de rupture. Cette dramaturgie est-elle fondée ? Le Chef de l'État et son Premier ministre renient-ils les « valeurs » de gauche ou les adaptent-ils aux singulières injonctions du contexte terroriste ?

La « valeur » de cette déchéance de nationalité est purement symbolique, nullement concrète. Et sa portée mythologique est infructueuse. Faire croire que déchoir de la nationalité française des kamikazes déterminés à mourir au nom du djihad va les dissuader de passer à l'acte est un non-sens. Cette proposition administrative et juridique a pour seule véritable vocation de constituer une excommunication, elle est à ce titre une sorte d'équivalent laïc de l'excommunication dans la religion catholique ou du Herem dans le judaïsme. « Être déchu » signifie que l'on n'est plus rien, que l'on n'existe plus aux yeux de sa nation, et je peux comprendre ceux qui l'associent à une offense aux valeurs de la République. La dimension symbolique, forte, n'est pas sans rappeler, par ailleurs, de sombres souvenirs. Du régime nazi aux services de Mussolini en passant par le gouvernement de Vichy, les procédures de déchéance furent pléthoriques, et elles demeurent l'apanage des régimes politiques autoritaires.

Dans leur ouvrage Jésus selon Mahomet (Seuil), Gérard Mordillat et Jérôme Prieur évoquent la difficulté de décortiquer les énigmes du Coran, d'interpréter les textes à l'aune des critères occidentaux de compréhension. Comme s'y emploient les courants salafistes et wahhabites, le Coran s'expose à des considérations incompatibles avec la République, et même, comme l'a démontré la folie des terroristes, totalement hostiles lorsqu'il devient levier d'endoctrinement et de désagrégation de « l'être sujet de la société ». La communauté musulmane a manifesté avec force son rejet de l'horreur des attentats du 13 novembre, mais la même s'était montrée sensiblement plus discrète au moment de condamner l'assassinat des dessinateurs de Charlie Hebdo. Pourtant, sur l'échelle des valeurs de la République, il ne doit pas exister d'approche différenciante des deux événements. L'islam, notamment au sein d'une jeunesse qui y trouve un substitut à son malaise social et citoyen, est-il bien naturellement soluble dans la nation, la laïcité et la démocratie françaises ?

L'histoire apporte la meilleure réponse. Pendant des siècles et dans toute l'Europe, qu'a donc démontré l'Église catholique ? Son incompatibilité avec la démocratie française et la laïcité. Il faudra attendre le début du XXe siècle, c'est-à-dire « hier » sur l'échelle du christianisme, pour qu'Église, démocratie et laïcité commencent de coexister, à l'issue d'une succession séculaire de luttes armées, philosophiques, politiques, artistiques ou sociales qui ont fait progresser les esprits. Renaissance, Lumières, romantisme... toutes ces étapes furent nécessaires pour que le pouvoir de l'Église quitte le périmètre politique et se concentre sur la sphère privée, dite « des âmes ». Et c'est seulement une fois que l'écueil monarchique fut définitivement écarté que l'Église catholique devint entièrement soluble dans la démocratie. Alors pourquoi doit-on exiger de l'islam d'accomplir en quelques années voire instantanément la même trajectoire que l'Église mit des siècles à réaliser ?

D'autre part, l'occident chrétien est légitimement effondré devant la destruction des Bouddhas de Bamiyan en Afghanistan ou des vestiges de Palmyre en Syrie, il est légitimement opposé à la stratégie armée de conquête de territoires et légitimement écoeuré par les massacres perpétrés par les islamistes ; mais a-t-on oublié la manière dont, au cours des siècles, les chrétiens persécutèrent les païens, brûlèrent leurs représentations artistiques, portèrent les sanglantes croisades, évangélisèrent les terres musulmanes ? L'inquisition fut-elle un modèle d'humanité ?

Certes, tout comme dans la Bible, le Coran recèle des textes d'une infinie beauté, mais parfois aussi d'une grande violence, notamment à l'endroit de l'infidèle et de l'impie. Mais l'islam est en premier lieu une religion judéo-chrétienne, proche davantage du judaïsme que de la chrétienté – ses interdits et ceux du judaïsme sont très proches -, et qui partage un même socle avec les deux autres religions monothéistes ; Abraham, Moïse, Jésus sont communs aux textes, et seul le prophète Mahomet singularise véritablement le Coran. Un minaret ne ressemble-t-il pas à un clocher ? Bref, le tronc commun aux trois grandes religions est substantiel. Et l'enjeu prioritaire pour lever les derniers écueils à la totale « solubilité » de l'islam dans la démocratie et la République françaises, c'est d'enseigner la nature judéo-chrétienne de l'islam. Voilà un devoir pédagogique fondamental.

Comment tout Homme croyant doit-il hiérarchiser ses attributs dès lors qu'il doit être admis que les règles publiques de la République qui font commun et société s'imposent à celles, privées, de la foi, c'est-à-dire à l'expression de la conscience spirituelle ? À quelles conditions, finalement, « identité musulmane » et « identité française » sont-elles compatibles ?

Le « décrié » Tariq Ramadan – avec qui Edgar Morin a publié *Au péril des idées*, Presses du Chatelet, NDLR – y est lui-même favorable : il est l'heure d'organiser et de promouvoir un islam occidental européen, qui sera le théâtre de reconnaissances fondamentales. Reconnaissance du statut des femmes, de l'égalité hommes-femmes, des lois de la République, du monopole de l'État dans l'éducation publique – cohabitant avec des systèmes d'éducation privée -, des non croyants et libres penseurs, des mariages mixtes... L'ensemble de ces leviers est déterminant pour amener chaque musulman à adopter les règles de la République et à prendre conscience qu'elles ne constituent aucunement une entrave à l'exercice de sa foi.

La France est un pays multi-ethnique et multi-religieux. La religion juive – aujourd'hui encore interprétée par les ultra-orthodoxes en Israël dans une radicalité qui juge la seule fréquentation d'un goy impure et immonde – s'est convertie avec succès aux lois de la République. Absolument rien ne permet de considérer que l'islam ne peut pas y parvenir. Encore faut-il s'extraire d'un tourbillon qui entremêle rejets et stigmatisations réciproques, et d'un cercle vicieux par la faute duquel les phobies (islamophobie, occidentalophobie, judéophobie) se nourrissent, s'entretiennent, s'exacerbent mutuellement. Elles composent un seul et même poison qui intoxique toute la nation.

Autre poison : le Front National. 6 800 000 électeurs lors du dernier scrutin régional, des cadres désormais de bon niveau, des diagnostics qui peuvent sonner juste au-delà des cercles habituels, une crise familiale interne finalement maîtrisée, un éventail de motivations parmi les électeurs qui a dépassé celui, historique, de la seule xénophobie. Chômage, déracinement, dilution des repères, déshérence sociale, offre éducative déliquescence, inégalités croissantes, discrédit des « élites », cités gangrénées par l'insécurité : une partie de ces électeurs fonde son vote sur des considérations davantage économiques, financières, sociales que « seulement » ethniques. Le front républicain, artificiel, face à un FN dédiabolisé, a semblé vivre ses ultimes heures ; de moins en moins audible au sein des partis traditionnels et chez les électeurs, il constitue même un crédit supplémentaire à la stratégie victimaire et complotiste du FN. Enfin, les scores records qu'il a enregistrés lors des Régionales dans les communes qu'il administre depuis 2014 (53,73 % au Pontet, 48,01 % à Béziers, 53,27 % à Fréjus), confèrent au FN d'être bel et bien l'un des composants d'un paysage politique

désormais tripolaire. L'enracinement est idéologique, géographique, politique. Quel diagnostic sur l'état même de la France cette réalité produit-elle ?

La popularité du Front national cristallise une double régression : celle de la France républicaine, et celle du peuple de gauche. La France républicaine avait vaincu en 1900 la France aristocratique et monarchique, mais le gouvernement de Vichy montra que cette France républicaine post-Dreyfus n'avait que partiellement jugulé l'autre France. Lorsque j'étais enfant ou adolescent, l'ennemi n'était pas l'arabe, mais bien le juif, et cela même les grands hebdomadaires nationaux s'en faisaient les porte-paroles, colportant les pires calomnies. Cette deuxième France xénophobe a toujours existé, mais compromise par la collaboration, elle s'est recroquevillée. Nous assistons au lent et méthodique retour d'un Vichysme rampant qui n'a pas besoin d'occupation allemande pour innover les consciences. Le dépérissement du peuple républicain et du peuple de gauche en même temps que les angoisses du présent expliquent cette résurgence.

Et cette cause a pour origine la disparition progressive des structures qui maillaient le territoire, couvraient les différentes populations, et diffusaient l'esprit et les règles de la République, les principes de la démocratie et de la laïcité, les valeurs de liberté, d'égalité, d'humanisme, de fraternité : les instituteurs dans un monde rural longtemps majoritaire, les enseignants dans le secondaire, les cellules locales des partis socialiste et communiste dans leurs écoles de cadres et dans les syndicats. Cette structuration des valeurs républicaines – qui, par capillarité, assurait sa perpétuelle régénérescence –, s'est lézardée puis s'est effondrée. Résultat, dans une nation dépourvue d'idéaux et d'espérance, cette seconde France de la xénophobie, du repli, de la peur, redevient majoritaire. Pire, elle parvient à contaminer ceux-là mêmes qui, il y a encore peu, portaient un intérêt empathique au monde.

« Marine Le Pen serait-elle une présidente « simplement » autoritaire ou fascisante ? Ce qu'elle est réellement, nous ne le saurons que si elle est élue. Mais il sera peut-être trop tard. »

Qu'il soit autorisé au sein de la République suffit-il à qualifier le Front national de parti républicain ?

Le Front national clame haut et fort assumer la loi républicaine et la laïcité, et à ce titre est totalement éligible au rang de parti républicain. Reste un mystère : quelle Présidente de la République Marine Le Pen ferait-elle ? Autoritaire dans la lignée de la Hongrie de Victor Orbán, déterminée à quitter le pluralisme démocratique et à adopter une organisation fascisante ? En d'autres termes, ce qui distingue la menace fondée de la menace improbable d'une victoire électorale constitue une énigme. Mais une énigme que sa popularité enracinée et la faiblesse des contrepoids idéologiques et démocratiques rendent extrêmement inquiétante. Nous saurons qui elle est si elle est élue, mais il sera peut-être trop tard.

Le vote Front national est la manifestation d'une exaspération multiforme, qui contamine jusqu'aux strates les plus éduquées de la société – près de 20 % des chefs d'entreprise l'ont rallié. Signifie-t-elle que la France est allée au bout de ce qu'elle peut proposer et accepter en matière d'assistance, d'accueil, et d'impôt – qui constitue le socle même de la société ? Trois contributeurs majeurs à « l'humanité » du « vivre ensemble »...

La psychose anti-migrants est ubuesque. Peu nombreux sont les fugitifs de Syrie ou d'Irak candidats à s'installer en France, et c'est traditionnellement dans les localités les moins exposées à l'immigration que sévissent les plus virulents sentiments xénophobes. Là encore, ne succombons pas à la logique quantitative. La réussite de l'intégration n'est pas une question de chiffres, mais de conditions d'accueil : contexte économique, dispositifs sociaux et éducationnels, « atmosphère » politique, prédispositions psychosociologiques de la population autochtone à plutôt s'ouvrir ou se fermer, etc. L'Allemagne, nonobstant les graves débordements sexistes, à ce jour encore non élucidés, du réveillon du jour de l'an à Cologne et dans quelques autres villes, pâtit-elle d'héberger un million et demi de réfugiés politiques ? Non, et cela parce que ses habitants comme sa classe politique font preuve d'ouverture.

Le système français de naturalisation, en vigueur depuis le début du XXe siècle, a bien fonctionné. Et l'histoire des vagues massives d'immigration livre deux enseignements universels : deux générations sont nécessaires avant une pleine intégration – même lorsque les immigrés sont de religion catholique, comme en témoignent les violences subies par les Italiens débarqués à Marseille dans les années 1900 -, et le test de ladite intégration est le mariage mixte. Alors certes ces règles s'appliquent plus difficilement avec les populations originaires du Maghreb. Cela tient au passé colonial, au passif

de la guerre d'Algérie, au traitement équivoque des pays occidentaux à l'égard des régimes arabes ou du conflit israélo-palestinien, à certains particularismes religieux, au zèle de la police à l'endroit des jeunes contrôlés au faciès... Tout cela contribue à entretenir un climat de rejet, mais aussi de repli et de fermeture sur soi. Il en est pourtant qui en dépit de ces obstacles, percent le plafond et occupent des postes de haute responsabilité politique, artistique ou économique. Ils sont l'exemple qu'en dépit du grave dépérissement du socle républicain d'intégration et du délitement des creusets de liberté, d'égalité et de fraternité, l'intégration reste possible.

La retranscription des conversations du joueur de football Karim Benzema – dans l'affaire pénale l'opposant à son coéquipier Mathieu Valbuéna -, dont il était presque impossible de comprendre le sens et d'interpréter la signification, est symptomatique d'un mal profond, ainsi résumé par l'avocat pénaliste Eric Dupond-Moretti : la nation manque d'un langage commun et de codes de conduite communs. Dans ce domaine aussi, le système éducatif a-t-il gravement failli ? Est-il réactionnaire d'appeler dans le sillage d'Alain Finkielkraut à restaurer avec exigence des bases de vie commune : civisme, lecture, histoire, etc. ?

Le système éducatif est devenu tout à fait inadéquat, et cela pour l'ensemble des jeunes quels que soient leur origine ethnique, leur milieu social ou leur parcours de vie. Tout simplement parce qu'il ne traite pas des problèmes fondamentaux que chacun est appelé à affronter au cours de son existence. Enseigner à vivre – *c'est aussi le titre d'un de ses ouvrages, paru chez Actes Sud en 2014, NDLR -*, comme y exhortait Jean-Jacques Rousseau, c'est en effet explorer les voies de l'épanouissement, de l'autonomie intellectuelle, émotionnelle et décisionnelle, c'est apprendre à vivre solidairement, à faire face aux problèmes vitaux de l'erreur, de l'illusion, de la partialité, de l'incompréhension d'autrui et de soi-même, c'est apprendre à affronter les incertitudes du destin humain, à connaître les pièges de la connaissance, in fine à faire face aux problèmes du « vivre ». Tout cela à l'ère d'internet et dans une civilisation où nous sommes si souvent désarmés voire instrumentalisés.

Nombre de sujets absolument fondamentaux sont absents de l'enseignement. Par ailleurs, les manuels d'histoire doivent impérativement s'enrichir d'une information minutieuse sur une histoire de France qui dépeint les capétiens et au cours des siècles a intégré des peuples hétérogènes en les « provincialisant » et en les francisant. Insister sur la manière dont des nations, des peuples, des cultures, des langues, des religions a priori si éloignés les uns des autres se sont peu à peu agglomérés et composent aujourd'hui une nation polyculturelle est essentiel. La France n'est pas « que » empire conquérant et colonisateur ; elle est surtout elle-même le fruit d'une mosaïque de cultures, et ce qui était « valable » avec l'hybridation avant-hier des peuples breton, basque, alsacien, hier des Italiens, Polonais ou Portugais, l'est pleinement aujourd'hui avec les Marocains, Algériens, Cambodgiens ou Turcs.

Faire se confronter, dialoguer, construire ensemble et de manière transdisciplinaire ces différentes expressions de la connaissance est fondamental, y compris pour favoriser, là encore, la culture de l'ouverture au détriment de celle, grandissante, de la fermeture. Ce qui signifie aussi que toutes les formes de la culture doivent être promues. Les disciplines classiques ne doivent pas obstruer celles modernes et contemporaines. Mon attachement viscéral à l'œuvre de Montaigne, Pascal, Rousseau ou Dostoïevski ne m'empêche pas d'être émerveillé par celle de Fritz Lang ou d'Akira Kurosawa. Les vertus de la complexité, c'est, dans ce domaine aussi, embrasser plutôt qu'élaguer, c'est mettre en perspective plutôt que compartimenter. Enfin, et tout aussi capitaux doivent être d'une part la réhabilitation de la culture des humanités, menacée par la culture techno-économique, d'autre part son décloisonnement et son maillage avec la culture scientifique

Le Front National a « capturé » et dévoyé une valeur clé de la nation – abandonnée par la gauche en dépit des tentatives d'Arnaud Montebourg dans le champ économique – : le patriotisme. Patriotisme dont se sent exclue une frange de la population qui n'a pas d'histoire commune avec la France et donc peut difficilement envisager avec elle un avenir commun. La célèbre image des drapeaux algériens brandis par de jeunes Français dans les travées du Stade de France a fait mal. Comment réveiller le sentiment (com)patriote sans qu'il dérape dans les travers nationalistes ?

Jean Jaurès conciliait patriotisme et internationalisme. Aujourd'hui il faut associer ces deux termes qui sont antagonistes pour la pensée non complexe : patriotisme et cosmopolitisme signifiant « citoyen du monde ». La communauté de destin pour tous les humains, créée par la mondialisation, doit générer un nouveau lien civique de responsabilité, par exemple à l'état de la biosphère qui dépend de nous et dont nous dépendons. En 1993, j'ai même écrit un livre, *Terre Patrie (Seuil)*, plus actuel que jamais. Mais cela n'exclut pas nos autres patries, dont nos « petites » patries, locales et provinciales, et

surtout la nation qui, elle, est une communauté de destin aux profondes racines historiques, et pour qui le mot patriotisme indique le ciment affectif qui nous lie à elle, car il est à la fois maternel (mère-patrie) et paternel (autorité de l'État). Ce patriotisme doit d'ailleurs être revitalisé par opposition à une mondialisation essentiellement techno-économique, anonyme, sans âme – alors que nous devons nous sentir liés à la matrice terrestre dont nous sommes issus. Comme la mondialisation techno-économique crée dans notre nation comme dans d'autres des déserts humains et économiques, nous devons sauvegarder nos intérêts nationaux vitaux.

Notre nation porte en elle deux messages qu'ont toujours transformé en français des ressortissants de peuples progressivement provincialisés et francisés au cours des siècles d'histoire, puis ensuite issus d'émigration : celui d'intégration de la diversité ethnique puis religieuse dans une grande unité supérieure, qui se nourrit de cette diversité sans la détruire. Autrement dit, reconnaître que la France est en fait multiculturelle, c'est donner aux enfants d'immigrés la possibilité de se sentir français. D'autre part, 1789 a introduit dans le code génétique une originalité : être français n'est pas subir un déterminisme, c'est vouloir être français. Les délégations à la fête du 14 juillet 1790 disaient : « Nous voulons faire partie de la grande nation ». Au 19^e siècle, Fustel de Coulanges et Renan considéraient que la France était un être d'esprit, non de sang ; ainsi, en dépit de leur culture germanique, les Alsaciens voulaient être français et se sentaient français d'esprit. Plus nous sommes menacés par des forces anonymes et anonymisantes, qui tendent à disloquer ou à dissoudre les communautés et les solidarités, plus nous devons travailler à sauver lesdites communautés et solidarités. Le nationalisme clos s'oppose à tout ce qui peut nous solidariser avec nos voisins européens et avec les autres peuples de la planète. Notre patriotisme est en même temps humaniste. Si cela était enseigné dans les écoles, les élèves constateraient que l'histoire de France n'est pas principalement conquêtes et colonisation, elle est aussi et surtout intégration du divers, communauté profonde, et, comme l'ont clamé tous les grands de Montaigne à Hugo et Jaurès, elle est amour de l'humanité.

Le succès du Front National illustre un autre phénomène : dans un contexte de mondialisation, de disparition des frontières, de « planétarisation » instantanée (via les réseaux sociaux, les nouvelles technologies, les facilités de transports, la mobilité sous toutes ses formes), mais aussi, consubstantiellement, de précarisation, d'inégalités, de dogme marchand, et d'effacement d'un certain nombre de repères (notamment lié au délitement des religions), les citoyens semblent aspirer à recouvrer un périmètre d'existence visible, délimité, compréhensible, de proximité à la fois géographique, mais aussi identitaire, culturel, religieux. Bref, le retour à une nation et à une société « homogènes » et « rassurantes »... A-t-on ouvert le monde et celui de chaque citoyen de manière trop hâtive ou désordonnée ?

À partir du début des années 1990 a pris forme l'unification techno-économique du globe. Internet, téléphone mobile, disparition administrative des frontières, dématérialisation tous azimuts, canaux financiers instantanés et planétaires, propagation du capitalisme de la Chine à la Russie, de l'Amérique latine à l'Afrique : contrairement aux idées reçues, ce phénomène d'universalisation a favorisé la rétraction, la « refermeture », et même la dislocation – idéologique, religieuse, politique, culturelle – dans de nombreuses parties du globe.

N'est-il pas curieux que concomitamment à cette mondialisation multiforme surviennent la désagrégation de la Yougoslavie, la scission de la Tchécoslovaquie, des stratégies séparatistes dans chaque continent ou presque ? L'éclatement de l'empire soviétique ne résulte-t-il pas lui-même de ce nouveau diktat ? L'erreur commise – *et qu'Edgar Morin a diagnostiquée et auscultée dans La Voie, Fayard, 2011, NDLR* – fut de ne pas chercher à unir les deux impératifs contraires : mondialiser et démondialiser. Mondialiser pour favoriser toutes les communications propices à la compréhension et à la prospérité entre les peuples, et démondialiser afin de sauvegarder territoires, nations et zones appelées à devenir ces déserts humains ou économiques. Réfléchir à combiner croissance et décroissance, développement et enveloppement, est un impératif. Encore un exemple de cette « pensée complexe » à laquelle est préférée la confortable « pensée binaire ».

Bien sûr, la France ne constitue pas un îlot isolé au sein d'une Europe qui serait, dans l'idéal, massivement progressiste. La popularité des formations populistes, xénophobes, anti-européennes, gangrène tous azimuts. La Hongrie n'est plus seule, comme en témoigne « l'audace » du Parti Droit et Justice de Jaroslaw Kaczynski attelé en Pologne à étrangler les libertés des médias et à vassaliser le Tribunal constitutionnel. L'Union européenne, honnie d'une grande partie des Français comme l'a révélé le dernier scrutin ad hoc de 2014, a été pendant cinquante ans le rempart au fascisme. En devient-elle peu à peu un nouveau terreau ?

C'est une triste vérité. L'Europe a échoué dans sa mission. Et en premier lieu en laissant l'hyper financiarisation, les mécanismes spéculatifs et les intérêts des multinationales pourrir le système économique. Cette dégradation au départ purement économique a ensuite contaminé les champs social, culturel et bien sûr politique. L'Europe aurait pu aider à exorciser les peurs des citoyens ; or la plupart de ceux qui souffrent et s'angoissent la rendent responsable d'affaiblir les souverainetés, de vulnérabiliser les indépendances nationales, d'être une passoire pour l'immigration. Alors la suspicion puis la peur puis la haine de l'étranger, devenu menace et ennemi, ont parasité les consciences. Il nous reste à intégrer notre patriotisme dans celui de la Terre-Patrie.

Même des démocraties que l'on croyait prémunies sont gagnées par les doctrines d'extrême droite. C'est le cas de la Grande-Bretagne et, au-delà du continent anglo-saxon incarné par les États-Unis. Les Républicains s'apprêtent à désigner leur représentant aux élections présidentielles. Dans l'histoire récente du pays, des postures ultra moralistes, ultra radicales en matière de mœurs, ou ultra belliqueuses ont concouru. Mais jamais un candidat ouvertement raciste comme Donald Trump n'avait à ce point rallié les suffrages tels que les intentions de vote le prédisent. Que cette terre d'immigration et de liberté y succombe est lourd d'interprétations...

Les États-Unis sont une terre de grandes surprises électorales et de revirements stupéfiants. Capable de désigner Barack Obama, mais aussi un Georges W. Bush qui, s'il n'est pas ouvertement raciste comme Donald Trump, a mené une guerre en Irak qui a provoqué une catastrophe humaine, géopolitique, financière, et civilisationnelle d'une ampleur planétaire et aux répercussions toujours désastreuses. De cette Amérique nous pouvons attendre le meilleur et le pire. Que Donald Trump caracole en tête des sondages républicains est un signe supplémentaire que le pays et, au-delà, l'ensemble du monde, traversent une ère d'incroyables incertitudes face auxquelles les citoyens sont déboussolés, désarmés, dépourvus du substrat idéologique adéquat.

Donald Trump et Marine Le Pen ont en commun, aux yeux de leurs électeurs, d'exercer un « parler vrai » assimilé à un « parler libre ». Comment peut-on parler vrai et parler utile et juste, comment peut-on parler vrai sans parler sale (démagogie, populisme, stigmatisation) ?

Les partisans de Donald Trump et de Marine Le Pen pensent qu'ils disent la vérité. Laissons-leur cette impression, et concentrons-nous sur le véritable antidote : convaincre les professionnels de la politique d'abandonner une langue de bois qui ne correspond absolument plus aux réalités contemporaines du langage et aux attentes des citoyens. Ceux-ci aspirent à écouter des messages accessibles et simples, authentiques et responsabilisants. Dénoncer le « populisme » (mot étrange) ou vitupérer le proto-fascisme du FN ne sert nullement à lui barrer la route ; ce qu'il faut, c'est changer de route et montrer celle d'une autre et nouvelle voie.

Hygiénisme, aseptisation, conformisme, uniformisation, politiquement correct, contraction des libertés : la France est frappée d'une hyper moralisation exacerbée par la classe politique et dont se repaît la rhétorique du Front National. N'est-ce pas d'avoir délibérément tu, esquivé ou instrumentalisé des réalités sociales, économiques, ethniques, religieuses, éducationnelles, qui a vidé la Gauche de sa substantifique moelle et l'a disqualifiée ? Être « de » ou « d'une » gauche en 2016 a-t-il encore une signification ?

La « gauche » n'est bien sûr pas une entité unique, comme le démontrent les rudes combats que « les » gauches se sont menés dans l'histoire du XXe siècle. Du Parti communiste au Parti socialiste, des mouvements « de gauche » ont progressivement dépéri, et à ce délitement idéologique et politique aucune autre force ne s'est substituée. Après l'État providence et l'État social-démocrate accomplis en Allemagne et en France au cours des décennies post-Seconde guerre mondiale, il y a eu conversion au néo-libéralisme. Dorénavant, la société est traversée par un besoin : celui d'une pensée qui affronte les temps présent et futur. C'est ce qu'il s'agit d'élaborer.

Qu'est-ce qu'être de gauche ? A mes yeux, c'est se ressourcer dans une multiple racine : libertaire (épanouir l'individu), socialiste (amélioration de la société), communiste (communauté et fraternité), et désormais écologique afin de nouer une relation nouvelle à la nature. Être de gauche c'est, également, rechercher l'épanouissement de l'individu, et être conscient que l'on n'est qu'une infime parcelle d'un gigantesque continuum qui a pour nom humanité. L'humanité est une aventure, et « être de gauche » invite à prendre part à cette aventure inouïe avec humilité, considération, bienveillance, exigence, créativité, altruisme et justice. Être de gauche, c'est aussi avoir le sens de l'humiliation et l'horreur de la cruauté, ce qui permet la compréhension de toutes les formes de misère,

y compris sociales et morales. Être de gauche comporte toujours la capacité d'éprouver toute humiliation comme une horreur.

Le système politique français constitue l'une des causes majeures de la popularité du Front National, qui tire profit de ce que le sociologue Michel Wieviorka nomme « la congélation et la décomposition simultanées » des formations traditionnelles. L'exercice politique est anachronique, désynchronisé des nouvelles réalités sociétales et des attentes citoyennes de la population. La démocratie est profondément malade. « *Nous ne sommes peut-être pas encore entrés dans son hiver, mais il se peut bien que nous approchions déjà de son automne* », redoute le politologue Pascal Perrineau. Est-il encore possible et temps de la revitaliser ? Comment peut-on faire vivre la démocratie indépendamment des scrutins électoraux qui concentrent l'essentiel de l'expression démocratique des Français ?

La régénération politique ne peut s'effectuer que par des processus infra politiques et supra politiques. Ces processus naissent de façons multiples dans la société civile. Partout, des formations convivialistes assainissant et « réhumanisant » les rapports humains, irriguent le territoire, revivifient responsabilités individuelles et démocratie collective : l'économie sociale et solidaire représente désormais près de 10 % de l'économie, les structures coopératives se développent et font la preuve de leur efficacité – en Amérique latine par exemple, de formidables initiatives permettent de lutter contre la délinquance infantile et l'illettrisme – ; la philosophie agro-écologique de Pierre Rabhi réhabilite la bonne, la saine, la juste nourriture en opposition à l'exploitation hyper industrialisée, hyper mondialisée et destructrice autant des sols, des goûts que de la santé.

Une nouvelle conscience de consommateur a surgi, elle combat en faveur des circuits courts et directs, de la production de proximité. Bref, au sein de la société civile, il existe un foisonnement d'actions, très dispersées, qui participent à réinventer la démocratie et sur lesquelles il faut s'appuyer. Prenons pour seul exemple l'agriculture écologique et raisonnée ; un jour, ce qu'elle aura réussi à enraciner dans les consciences des consommateurs sera si fort que le ministre de l'Agriculture pourra s'émanciper des chaînes qui le ligotent au lobby des multinationales et des grandes surfaces, et en faire une priorité de son programme.

Il est d'ailleurs faux de considérer que la jeunesse, éduquée ou non, est dépolitisée. Comme en témoignent le succès du service civique, ses aventures entrepreneuriales, ses engagements dans le bénévolat, sa contribution à la dynamique associative, elle est en quête de fraternité, elle cherche à concrétiser autrement sa volonté politique, c'est-à-dire à être différemment actrice de la société, productrice de lien, génératrice de sens et d'utilité. Cette jeunesse est prête à ébranler le système, aujourd'hui fossilisé, de la démocratie représentative...

L'adolescence est le moment où s'élève l'aspiration à vivre en s'épanouissant personnellement au sein d'une communauté. Mais cette aspiration peut être trompée. Elle a été trompée par le maoïsme, elle peut l'être par le FN. Les forces d'espoir sont là. Bien sûr, tout cela est vulnérable et ces raisons d'espérer peuvent être détruites par un regel brutal. Il n'empêche, elles existent bel et bien.

« Être sujet », c'est-à-dire s'affranchir, s'autonomiser, se réaliser, est-il une réalité ou une chimère ? A quelles conditions la démocratie peut-elle permettre « d'être sujet » et de « faire commun » ?

Nous sommes là au cœur du... sujet. Réforme personnelle et réforme sociétale – c'est-à-dire politique, sociale, économique – s'entendent de concert, elles doivent être menées de front et se nourrissent réciproquement. Les signaux sont faibles et disséminés, mais ils existent, et c'est sur eux que l'espoir doit être fondé.

Une lumière est apparue dans ce sombre hiver : la COP21 a accouché d'un texte unanimement salué. Notre rapport à la nature et à « toute » la matière vivante, la nécessité de sauvegarder la planète et pour cela de réviser en profondeur nos paradigmes existentiels, d'imaginer et d'inventer comme jamais, peuvent-ils constituer L'opportunité de bâtir un projet commun, de se projeter enfin dans l'avenir et de réaliser une œuvre universelle ?

Cette COP21 restera un événement important et significatif. Certes, elle manque d'une dimension contraignante, mais le texte a été unanimement contresigné par des États aux intérêts divergents voire antagoniques. C'est donc un progrès réel, surtout qu'il fait suite aux désillusions des précédents raouts et en premier lieu celui de 2009 à Copenhague. Un regret, toutefois : cet événement était trop limité à la problématique du changement climatique. Bien sûr, celui-ci constitue l'un des facteurs clés

du « grand » problème écologique, mais il ne peut pas être disjoint des « chantiers » de l'énergie, de la biodiversité, de la déforestation, de l'agriculture industrielle, de l'assèchement des terres nourricières, des famines, des ravages sociaux, etc. Tous ces sujets forment un « tout », indivisible.

Ce que vous « savez » de la nature humaine et de sa capacité de résister ou de se résigner, d'être asservie ou de désobéir, vous donne-t-il l'espoir qu'elle réussira à imposer l'aggiornamento environnemental, comportemental, spirituel, au bulldozer marchand et consumériste ?

C'est lorsqu'on est au bord de l'abîme que l'on décèle les réflexes salvateurs. Nous n'en sommes pas encore là et peut-être ne les trouvera-t-on pas, mais nous pouvons espérer. D'abord parce qu'il existe une marge d'incertitude sur les prédictions, par nature hypothétiques, qui annoncent l'état de la planète d'ici un siècle. Le péril sera-t-il, dans les faits, plus massif ou plus supportable, interviendra-t-il plus vite ou plus lentement ? Nous en sommes à faire des paris. Ce qui peut laisser le temps d'accomplir la seule transformation véritable et durable qui soit : celle des mentalités. Combattre les sources d'énergie sale est bien, mais ce n'est pas suffisant. Seule une prise de conscience fondamentale sur ce nous sommes et voulons devenir peut permettre de changer de civilisation. Les textes du Pape François en sont une aussi inattendue que lumineuse illustration. Et d'ailleurs, c'est aussi parce que nous manquons de spiritualité, d'intériorité, de méditation, de réflexion et de pensée que nous échouons à révolutionner nos consciences.

Le succès de la COP21 a été concomitant au nouvel effondrement électoral du mouvement Europe-Écologie- Les verts. Il a mis davantage en lumière l'inutilité politique des formations écologistes, et a démontré que la problématique écologique et la préoccupation environnementale constituent des enjeux désormais transpartisans. La fin de l'offre politique écologique est-elle venue ?

A la différence de leurs homologues allemands, les écologistes politiques français n'ont participé à aucune réalisation municipale concrète, ils se sont sans cesse divisés sur des querelles de personne, ils ne se sont pas nourris de la pensée écologique que leur apportaient René Dumont, Serge Moscovici, André Gorz, ils ont sottement écarté Nicolas Hulot – avec lequel Edgar Morin a publié en 2007, chez Tallandier, *L'an 1 de l'ère écologique*, NDLR. Je conçois qu'un mouvement écologique rénové puisse exercer un rôle éclairant et stimulant, mais n'est-ce pas surtout hors parti que se sont développées les vraies forces écologiques, la pratique agro-écologique, le mouvement Colibri de Pierre Rabbi, l'action politico-culturelle de Philippe Desbrosses, les éco-quartiers, les Amap, ou encore les élans spontanés d'une jeunesse qui s'est portée sur le terrain contre le barrage de Sivens ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

Finalement, l'enjeu de la planète et la nécessité de bouleverser nos raisonnements peuvent nous exhorter à réconcilier deux formes de progrès aujourd'hui trop souvent antithétiques : le progrès technologique – qui n'a jamais atteint de tels niveaux – et le progrès humain – loin d'épouser une courbe comparable si l'on en juge « l'état » de l'humanité...

Le préambule à cette réconciliation est la régulation du progrès scientifique et technologique. Du nucléaire aux manipulations génétiques, l'absence de régulation ouvre la porte aux plus grands périls. Y compris sociaux et humains. Comment faire œuvrer de concert progrès technologique et progrès humain tant que les dynamiques de l'un et de l'autre seront à ce point dissociées ? En effet, la science, la technique, l'économie sont « dopées » par une croissance aussi impressionnante qu'incontrôlée, alors que l'éthique, la morale, l'humanité, sont dans un état de barbarie lui-même croissant. Et le pire désastre est à venir : les prodigieuses capacités de la science annoncent la prolongation de la vie humaine et la robotisation généralisée, programmant là à la fois une arriération des rapports humains et un état de barbarie inédit. Voilà le suprême défi pour l'humanité.